

2 / Sommaire - Edito

✓ ÉDITORIAL:

Dumping sanitaire: le MODEF part en guerre pour rompre le silence

Page 2

L'agriculture de proximité, c'est l'avenir de l'agriculture familiale

Sur le site du MODEF

Page 3

✓ ACTIONS SYNDICALES

Dénonçons une casse sociale et sanitaire!

Le MODEF dérange-t-il?

Page 4

✓ SANITAIRE

Dumping sanitaire: traité avec des produits interdits en France

Molécules interdites

Page 5

✓ AGROÉCOLOGIE

Les GIEE au service des exploitants familiaux

Pages 6/7

✓ ASSEMBLÉE NATIONALE

Pour les abattoirs de proximité

Pages 8/9

✓ POLITIQUE EUROPÉENNE

L'impact du Brexit sur l'agriculture française et européenne

Page 10

✓ VITICULTURE

Les viticulteurs du grand-ouest inquiets par l'augmentation des importations

Page 11

✓ CÉRÉALES

Conjoncture: Moisson et prix des céréales et du colza juillet 2016

Page 12

✓ PETITES ANNONCES

Page 13

✓ ÉDITIONS RÉGIONALES

pages 13 à 16

DUMPING SANITAIRE LE MODEF PART EN GUERRE POUR ROMPRE LE SILENCE !

Pourquoi les produits phytosanitaires autorisés en France sont considérés « pesticides » et à risques pour la santé par les milieux soucieux de la santé publique alors que les produits « interdits en France », donc très dangereux et utilisés massivement dans le reste du monde laissent indifférent les mêmes milieux à part le MODEF qui le dénonce depuis des années.

Il ne peut pas y avoir deux poids deux mesures; la santé des consommateurs français n'est pas à géométrie variable. Quand des molécules sont utilisées en France, elles sont dangereuses pour les citoyens, lorsqu'elles sont utilisées ailleurs cela ne pose pas de problèmes! cette situation est la réalité actuelle, pourquoi?

Est-ce que cette situation peut durer indéfiniment, certainement pas; le MODEF doit faire rompre ce silence coupable qui est dangereux pour la santé des Français et qui tue économiquement les producteurs français qui ne peuvent pas résister à cette concurrence déloyale.



Raymond GIRARDI

Les importations ne doivent pas être autorisées

En effet l'importation massive de produits alimentaires de toutes natures qui ne respecte pas les normes sanitaires françaises ne doit plus être autorisée. Quelques rares contrôles ici ou là pour déceler des traces hypothétiques sont complètement insuffisants; ils n'ont vocation uniquement qu'à se donner bonne conscience. Est-ce que la santé des Français peut se contenter de cette mascarade?

Le MODEF pour dénoncer cette situation organise à PARIS et banlieue, le 18 août une importante vente distribution de fruits et légumes.

Le thème de cette action du MODEF sera placé sous le signe de la défense de la santé des consommateurs et la défense de la production française qui est à la pointe du respect des normes sanitaires.

L'objectif est clair: interdire rapidement l'importation de biens alimentaires qui ne respectent pas la législation française en matière d'utilisation des produits phytosanitaires.

Faire une enquête internationale

Le MODEF demandera à cette occasion que la France organise une enquête internationale sur l'utilisation des produits phytosanitaires avec une classification précise par pays. Le MODEF veut savoir qui utilise quoi et à quelle fin et en informer les consommateurs français pour que chacun puisse acheter ce qu'il va manger en toute connaissance de cause.

Protéger les intérêts financiers des importateurs, des centrales d'achat, des affairistes de tous poils, contre la santé des consommateurs français et l'avenir des agriculteurs français ne peut plus durer; l'Etat français doit prendre ses responsabilités, le MODEF sera partie prenante dans cette démarche de défense de la santé publique que nous demandons inlassablement et qui sera la raison principale de l'action du 18 août en Ile de France.

Mensuel d'information agricole, syndicale et professionnelle

édité par la société d'Édition de l'Exploitant Familial et autres presses du MODEF SARL au capital de 10 000 €

Rédaction et Administration :

14, boulevard d'Aquitaine BP 316
16008 ANGOULÊME CEDEX
Tél. 05 45 91 00 49 ou 05 17 20 35 88

Exploitant familial n° 672 / juillet/août 2016

Publicité:

Comédiance - 5, rue Pleyel, Immeuble Calliope
BP 229 - 93523 SAINT-DENIS cedex
Tél. 01 49 22 74 34

Directeur de la Publication, et Gérant:

Jean-Luc LAROCHE

Rédacteur en Chef:

Alexis VANYPRE

Imprimerie:

Rivet Presse Edition - 87000 LIMOGES
Commission paritaire n° 1218T83968
N° ISSN 0755 - 284X

Abonnement 1 an: 22 €
Abonnement de soutien: 23 €